

L'épineuse (et sempiternelle) question du drapeau

Marc Haentjens

Numéro 132, été 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/40801ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haentjens, M. (2006). L'épineuse (et sempiternelle) question du drapeau. *Liaison*, (132), 14–15.

L'épineuse (et sempiternelle) question du drapeau

MARC HAENTJENS

ON SAIT COMBIEN la fragmentation de l'ancien «Canada français» nous cause de difficultés depuis que le Québec a choisi de s'affirmer et de faire cavalier seul, forçant les francophones du «reste du Canada» à se redéfinir malgré eux. Le sociologue Joseph-Yvon Thériault a souvent décrié cette situation en montrant comment la «provincialisation» de l'identité francophone avait affaibli la position de la population de langue française au Canada et fragmenté notre sentiment d'identité. Désormais affublés de nos nationalités particulières — franco-ontarienne, franco-manitobaine, fransaskoise, franco-colombienne, etc. —, nous ne savons plus très bien qui nous sommes et sous quel drapeau nous ranger. Seuls les Acadiens, parce qu'ils se reconnaissaient déjà entre eux, ont un peu mieux échappé à cette crise, mais ils n'en sont tout de même pas sortis indemnes, ayant, eux aussi, à composer avec certaines identités provinciales ou régionales (qu'il s'agisse des Brayons ou de certains francophones de Nouvelle-Écosse).

Complicant encore un peu les choses, la transformation de la population francophone, provoquée depuis plusieurs années par l'immigration des pays du Sud, fait elle-même éclater nos nouvelles dénominations, frappées du reproche de ne pas être suffisamment inclusives ou de faire trop référence aux populations dites «de souche». Le phénomène est particulièrement perceptible en Ontario où l'emploi du terme «franco-ontarien» est presque devenu, sous les coups des «communautés ethno-culturelles», une marque de fermeture à la nouvelle réalité démographique. La récente mutation de la vénérable Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) en Assemblée francophone de l'Ontario (AFO) est une belle manifestation de cette tendance, même si, fondamentalement, elle ne règle pas grand-chose. On assiste ainsi, selon le terme de Dominique Wolton, à une «communitarisation» croissante des identités dans laquelle il devient de plus en plus difficile non seulement de se définir, mais aussi de se nommer.

Fin des francophones hors Québec

Cette confusion vécue au niveau provincial ou territorial se répercute naturellement sur la scène nationale, où il devient encore plus compliqué de se définir collectivement. Après nous être longtemps réunis sous l'étiquette de «francophones hors Québec», nous voilà engagés depuis plusieurs années dans une grande quête d'appellations qui n'a pas encore abouti à un dénouement vraiment satisfaisant. Le signal en a été donné par la Fédération des francophones hors Québec (FFHQ) qui décidait la première d'abandonner les termes «hors Québec», jugés désormais péjoratifs, pour resurgir, après plusieurs hésitations, comme Fédération des

communautés francophones et acadienne (sans s) du Canada. L'exemple de la FFHQ était rapidement suivi par plusieurs organismes nationaux cherchant, eux aussi, la façon (élégante) de se débarrasser de l'expression «hors Québec» pour se nommer sur une base «plus positive». Ainsi naissaient, notamment, l'Association de la presse francophone (APF), anciennement l'APFHQ, et l'Association des théâtres francophones du Canada (ATFC), anciennement l'ANTFHQ.

Les organismes, qui n'avaient pas, pour différentes raisons, épousé les lettres HQ, ont été un peu épargnés par ce mouvement, mais ils n'ont pu échapper tout de même au questionnement lancé pour nommer la réalité qui les environnait. Plusieurs — comme la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) ou le Regroupement des éditeurs canadiens-français (RÉCF) — ont notamment continué à arborer l'étiquette «canadienne-française», mais en adaptant malgré tout leur vocabulaire pour nommer autrement leurs membres ou les communautés qu'ils représentaient. Ainsi a-t-on vu fleurir ces dernières années une variété d'expressions telles que les communautés francophones, les communautés francophones et acadiennes (avec un s), la francophonie canadienne, les francophones en milieu minoritaire, etc. La proposition la plus audacieuse est sans doute l'idée de «Zone francophone» que la FCCF a tenté d'imposer, sans vraiment y réussir toutefois, avec son Bureau de promotion «Zof» à Montréal. À l'opposé, la pire proposition est certainement l'acronyme (clinique), inventé par les fonctionnaires fédéraux, qui prolifère depuis quelque temps dans les rapports gouvernementaux: les CLOSM — un raccourci aux accents futuristes (!), mais à vrai dire pas trop élégant pour nous désigner comme des «communautés de langue officielle en situation minoritaire».

Après une décennie d'errements en tous sens, nous nous retrouvons encore en panne de définitions. Si la formule des «communautés francophones et acadienne» a fini par s'imposer davantage, elle est loin pourtant de faire l'unanimité. En juxtaposant les qualificatifs «francophones» et «acadienne», elle postule d'abord que l'un n'inclut pas l'autre, ce qui est manifestement une faute de logique. En filigrane, cette expression postule aussi une hiérarchie avec laquelle on peut être plutôt mal à l'aise: entre une communauté acadienne, qui se fonderait sur une histoire et une culture communes, et des communautés francophones qui auraient pour seule base une communauté de langue... Une perspective qui, comme le soulignait un intervenant manitobain, conduit à cautionner une conception étagée de la francophonie canadienne, en plaçant tout en haut le Québec, un peu plus bas l'Acadie, à un autre échelon l'Ontario français et, tout en bas, la francophonie de l'Ouest canadien.

L'expression «Canada français» aurait l'avantage d'être englobante et d'éviter justement une telle hiérarchisation. Elle entretient, par contre, une réelle ambiguïté puisqu'elle n'exclut pas formellement le Québec. Enfin, et c'est peut-être ce qu'on peut surtout lui reprocher, elle conserve des accents passéistes (certains diraient lionel-groulxien!) qui peuvent difficilement rendre compte de notre modernité. Finalement, le vocable «francophone» (tout court) a le mérite d'être sobre et neutre. Mais dit-il bien qui nous sommes, au-delà de notre appartenance linguistique? Et en quoi, là encore, nous démarque-t-il du Québec? Ce n'est pas évident. Il y a donc une difficulté palpable dans tous les cas à nous décrire ou à nous nommer, sans faire référence justement à cette caractéristique qu'on nous impose depuis une quarantaine d'années et qui reste peut-être notre plus grand trait commun: être Canadiens et francophones, sans être pour autant du Québec!

Ni Canadiens ni Québécois

Cette difficulté, que nous avons de nous nommer reste encore gérable tant que nous restons entre nous. D'une façon, je dirais qu'on finit par se comprendre et même à s'habituer à des acronymes qui perdent avec le temps leur sens original. Mais il est difficile de rester aussi impassibles dès lors que nous sortons de chez nous et que nous devons expliquer à d'autres qui nous sommes. Certains d'entre nous en font régulièrement l'expérience en devant simplement se présenter à des collègues ou à des homologues québécois. Éviter de dire que nous sommes «hors Québec», sans avoir non plus à expliquer que nous sommes issus de «communautés minoritaires», représente chaque fois un tour de force. Mais la chose s'avère encore plus compliquée quand on doit présenter la même explication à des interlocuteurs étrangers.

J'ai été moi-même placé dans cette situation en mars dernier, en accompagnant dans mes fonctions une petite délégation d'éditeurs (canadiens-français) au Salon du livre de Paris. Chaque fois que nous rencontrions des professionnels français du livre, nous tentions d'abord de leur expliquer qui nous étions: des Canadiens francophones, mais pas Québécois, qui publient tout de même des livres en français... Généralement bienveillants et polis, nos interlocuteurs acquiesçaient souvent sans rien dire. Mais dès que nous évoquions notre désir de commercialiser nos livres en France, ils prenaient la peine de nous expliquer gentiment que nous aurions avantage à déterminer comment — sous quelle bannière — nous présenterions nos livres au public français: serions-nous Québécois, Canadiens, ou autres?

Pour eux, les choses étaient claires: ou bien nous défendions des auteurs francophones et nous nous rangions a priori sous la bannière du Québec; ou bien nous nous rangions sous la bannière canadienne et nous défendions a priori des auteurs anglophones. L'idée que nous voudrions nous placer dans une autre catégorie leur semblait difficilement imaginable. Tout au plus, pourrions-nous présenter nos livres comme des livres d'auteurs canadiens publiés en langue française, mais il serait alors probable qu'on chercherait parmi eux les Atwood et les Ondaatje, pensant qu'il s'agit de traductions de livres originalement écrits en anglais. Le meilleur positionnement — pour parler marketing — serait, pour eux, de nous ranger sous la bannière québécoise, sans préciser

que nous venons géographiquement d'une autre région du Canada. C'est d'ailleurs l'approche que nous avons épousée jusqu'ici, en nous logeant au salon du livre dans le stand de Québec Édition et en étant représentés commercialement par la Librairie du Québec à Paris.

La question identitaire nous rejoignait ainsi à 6000 kilomètres d'Ottawa, en nous forçant à revoir, avec le recul permis, notre façon de nous situer par rapport au Canada et, dans le même temps, au Québec. De toute évidence, les différentes expressions inventées pour nous nommer au Canada — depuis les communautés francophones et acadienne jusqu'aux CLOSM, — semblaient perdre tout à coup toute résonance et toute utilité. Un peu comme Robert Lépage redécouvrant à l'étranger la force de la nationalité canadienne, nous prenions soudain conscience, à cette distance, de l'ampleur du handicap causé par notre situation identitaire: de la difficulté d'être francophones hors Québec, ou Canadiens français minoritaires.

Et pourquoi pas Canadois?

La meilleure solution pour nous, on le comprenait bien à Paris, serait de revenir en arrière, à la conception traditionnelle du Canada français et des Canadiens. Mais est-ce encore possible? Voilà la question lancée. Je ne prétends pas être en mesure d'y répondre, mais je vois tout de même deux avenues s'offrir à nous. La première est la plus simple sinon la plus facile à concrétiser. Elle consisterait à inventer un nouveau mot qui dirait précisément ce que nous sommes — Canadiens et francophones — et qui aurait l'avantage d'intégrer toutes les composantes de la population francophone. Suivant la piste lancée en Ontario par Yolande Grisé avec le mot «Ontariois» (voir Yolande Grisé, *Ontariois, on l'est encore!*, Éditions du Nordir), nous pourrions, peut-être, devenir des... Canadois! Nous pourrions alors décliner cette identité en fonction de nos appartenances géographiques: Canadois de l'Ontario, Canadois du Manitoba, Canadois du Nouveau-Brunswick, etc. Rien n'empêcherait les Québécois de s'en emparer aussi pour devenir des Canadois du Québec! L'idée semble, certes, un peu folle mais elle mérite, je crois, d'être explorée.

L'autre avenue s'inspire plutôt d'une boutade lancée un jour par Joseph-Yvon Thériault. Prenant acte qu'une majorité de Québécois refusent de se rallier à une bannière canadienne, il proposait simplement de redéfinir l'identité québécoise de façon à nous inclure. Autrement dit, que le mot «Québec» permette de désigner ce que nous entendions auparavant par Canada français. Je peux entendre, bien sûr, certains Acadiens grommeler. J'entends aussi réagir plusieurs «Francos» d'ici ou de là. Mais je dirais que si l'Acadie est plus qu'un territoire, qu'est-ce qui nous empêche, nous, de prétendre que c'est aussi le cas du Québec — quoi qu'en pensent les Québécois! Et si jamais l'un d'entre eux questionne cette redéfinition, voilà la réponse que je lui servirais: «Moi, Québécois? Bien sûr! Je suis un Québécois hors Québec, voilà tout!» ■

Marc Haentjens a œuvré pendant longtemps comme chercheur, animateur et consultant dans le domaine artistique et culturel au sein de la francophonie ontarienne et canadienne. Il occupe aujourd'hui la direction du Regroupement des éditeurs canadiens-français.